

ON CONTINUE...

avec **l'UFR** des industries chimiques CGT

l'édito

LOGEMENT : TOUS À L'ABRI !

La baisse de 5€ des APL, décidée à l'été 2017, par le gouvernement méprisant de Macron, n'a été que la partie la plus visible d'une politique de déconstruction systématique du droit au logement.

Il se trouve pourtant que le Conseil National des Politiques de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion sociale ainsi que l'Observatoire National de la Pauvreté ont, à cette même époque, protesté par une lettre commune rappelant que ces aides sont celles qui contribuent le plus à la réduction de la pauvreté. Plus de 10 milliards € ont ainsi été pris sur la totalité des aides au logement au cours des cinq dernières années par l'Etat, (la ponction des 5 € représentant à elle seule 1,7 milliard €).

Les allocataires ont, depuis lors, perdu en moyenne plus de 300 €/an.

Sur l'année 2020, les prélèvements fiscaux liés au logement ont représenté près de 80 milliards €, soit deux fois plus que le montant des aides au logement. Et le pactole ne cesse d'augmenter depuis dix ans (3,3 % du PIB en 2020 contre 2,8 % en 2010) tandis que les aides diminuent (1,6 % du PIB en 2020 contre 2,2 % en 2010). Pendant que les bailleurs privés empochent d'insolents profits, les ménages peinent de plus en plus à s'installer.

La construction neuve a diminué de plus de 12 % entre 2017 et 2020, le nombre de logements vacants dépasse pourtant les 3,1 millions aujourd'hui.

Jamais le droit au logement n'a été autant massacré que sous le quinquennat Macron.

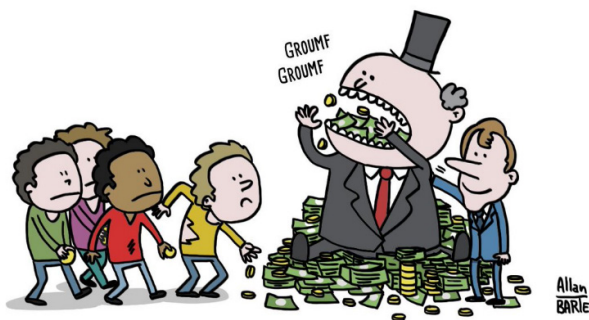
La situation est terrible : l'État encaisse de plus en plus sur les logements chers et réduit toujours plus ses efforts pour loger la population.

Il est urgent que cessent les expulsions sans relogement, que des solutions soient trouvées pour les sans-abri, qu'une production de 300 000 logements véritablement sociaux, à l'année, soit mise en œuvre et que les aides retrouvent leur niveau d'il y a dix ans.

Quel candidat ou candidate à la présidentielle aura la force et le courage de défendre ces mesures et, le cas échéant, une fois élu, de les appliquer ?

Nous rappelons l'Article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».

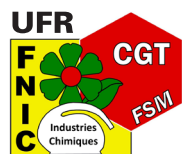
BAISSE DES APL



LES PAUVRES N'ONT PAS FINI DE PAYER LES CADEAUX FAITS AUX RICHES

Sommaire

Une : L'édito • L'action, l'UFR au Congrès fédéral p.2 • L'information, l'international p.3 • L'agenda, l'orga-le point, le coup de gueule p.4



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la **FNIC** (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : **Emmanuel Lépine**

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

AGISSONS TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Journées d'action de mars 2022 :

8 mars → Journée internationale de lutte pour l'égalité des droits des femmes.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'existe nulle part. Naître femme entraîne une propension à ce que les devoirs de celle-ci soient plus nombreux que ses droits. Revendiquer l'égalité c'est étendre les droits de tous, et surtout modifier les statuts tels qu'ils existent aujourd'hui, pour toutes et tous. L'égalité est avant tout une émancipation humaine. Notre féminisme – lutte des classes-intègre comme une priorité la lutte collective : **le 8 mars et tous les autres jours, battons-nous contre le capitalisme et le patriarcat !**

17 mars → Journée de grève interprofessionnelle pour les revenus de tous.

La question sociale est portée au premier rang des attentes des travailleuses et travailleurs, des retraités, privés d'emploi, et des jeunes en formation. La CGT partage une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie : il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations. Par conséquent, elle décide de se saisir du **17 mars, journée de grève interprofessionnelle, pour l'augmentation générale des revenus de toutes et tous.**

24 mars → Journée de mobilisations pour les retraites.

Toutes et tous ensemble **pour nos retraites actuelles et futures** le 24 mars 2022 : notre UFR-FNIC CGT appelle **aussi bien les actifs que les retraités** à se mobiliser ce jour-là pour le pouvoir d'achat et la santé. Car, si nous, déjà retraités, échouons, aujourd'hui, à mener ces batailles, ce sont surtout les actifs, (futurs retraités), qui en pâtiront en termes de pouvoir d'achat et de protection sociale. Comme indiqué dans notre dernier numéro, plusieurs rassemblements sont prévus en régions.

31 mars → Journée de grève interprofessionnelle pour les revenus de tous.

Tous en grève et dans la rue le 31 mars : parce que la situation sociale et économique est critique, parce que les revenus sont insuffisants face aux prix à la consommation qui explosent, parce que ce n'est pas un bulletin de vote glissé dans une urne au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022 qui ralentira l'inexorable expansion du capitalisme, parce que l'Histoire a montré que, sans lutte, il n'y a pas de progrès social, plusieurs fédérations appellent à la grève et aux manifestations ce jour-là, dont : **Services Publics, Cheminots, Energie, Commerce, Organismes Sociaux et toutes les branches de la FNIC.** ■

Présence de l'UFR au Congrès fédéral et défense de nos revendications spécifiques

Notre UFR sera représentée au prochain Congrès Fédéral et rappellera nos revendications, notre raison d'être et l'évidence de la solidarité intergénérationnelle : il nous faut toujours lutter contre les attaques du pouvoir sur notre protection sociale, non seulement pour nous-mêmes, retraités, mais bien sûr pour les générations à venir qui, si elles ne combattent pas les réformes antisociales, se les verront appliquer avec les conséquences qu'on a déjà vues dans certains pays d'Europe, où les pensions ont chuté de 40 %.

Si nous n'agissons pas, nous allons tous y perdre beaucoup.

Même si, en retraite, nous n'avons plus d'employeur direct, cela ne veut pas dire que nous n'avons plus de lien avec l'entreprise et le syndicat CGT. Nous devons toujours contrer les connivences entre gouvernement, MEDEF et Organisations Syndicales réformistes, qui considèrent les retraités comme une variable d'ajustement, n'hésitant pas à les mettre en opposition avec les travailleurs actifs et en particulier les plus jeunes. Tout ce qui touche les actifs touche les retraités et réciproquement, c'est le ciment de notre syndicalisme intergénérationnel CGT, qui est un combat commun contre le Capital : nous y sommes très attachés, c'est donc ensemble que nous ferons plier le gouvernement et le Medef, et c'est ensemble que nous allons conquérir de nouveaux droits. ■



l'information

PROCHAINE PRÉSIDENTIELLE

NON, ce ne sont certainement pas les candidats prônant un libéralisme économique et social débridé, qui défendront nos intérêts.

➤ **Certainement pas un Macron** dont nous ne pouvons aujourd'hui que déplorer le triste bilan et constater l'amère réalité : outre la destruction programmée des services publics, la répression policière, les cadeaux aux grands patrons, les dividendes monumentaux accordés aux actionnaires, le nombre de pauvres aujourd'hui, dans la population se situe à 14,8 % c'est-à-dire 9,8 millions d'êtres humains. Selon l'Insee d'ailleurs, ce taux de pauvreté monétaire est à son niveau le plus élevé depuis 20 ans en France. Ceux-ci survivent difficilement avec moins de 1 063 euros net par mois... une vraie misère.

➤ **Certainement pas, des Le Pen à Zemmour en passant par Dupont-Aignan**, une extrême-droite, qui a toujours œuvré en faveur d'un ultra-capitalisme et proclamé sa haine envers les étrangers, les immigrés, les travailleurs.

EMMANUEL MACRON ANNONCE SA CANDIDATURE
DANS UNE LETTRE AUX FRANÇAIS



➤ **Certainement pas une Valérie Pécresse**, portée candidate par des électeurs LR douteux voire canins, laquelle se fait l'écho de ces mêmes idées fascisantes, prônant des valeurs passéistes, xénophobes et religieuses intégristes.

NE NOUS TROMPONS PAS D'ENNEMI EN ALLANT VOTER : CELUI QUI PILLE NOS VIES, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME, ENCENSÉ ET SOUTENU PRÉCISÉMENT PAR CES CANDIDATURES.

POUR NOUS, LE PROGRAMME URGENT EST : VIRONNONS LE CAPITALISME !!! ■

l'international

Situation Internationale des Femmes

À l'occasion du 8 mars, rappelons ce que naître fille dans le monde peut impliquer (liste non exhaustive) :

- **Mutilations sexuelles : 200 millions de filles.**
- **En Afghanistan, 90 % des femmes ne savent ni lire ni écrire. Plus globalement dans le monde, 63 % sont privées d'éducation.**
- **Bien avant l'âge adulte, 700 millions de filles sont mariées de force à des hommes souvent plus âgés.**
- **Chaque année, 22 millions de femmes doivent avoir recours à des avortements clandestins passibles d'emprisonnement et au cours desquels elles risquent leur vie.**
- **Une femme sur 3 subit des violences physiques et/ou sexuelles d'un partenaire à un moment de sa vie.**
- **Une fille de 15 ans sur quatre ne sait pas qu'elle possède un clitoris et 83 % ignorent sa fonction érogène.**
- **En 2018, seulement 9,8 % des pays du monde étaient dirigés par des femmes...**

Guerre en Ukraine

Plus que jamais et en accord évident avec tout principe de solidarité entre les peuples, la FNIC-CGT et son UFR tiennent à réaffirmer leur soutien à tous les réfugiés du monde menacés

dans leur propre pays ainsi que leur engagement **en faveur de la paix**, qui ne peut passer que par les voies diplomatiques et non par les armes. ■

L'agenda

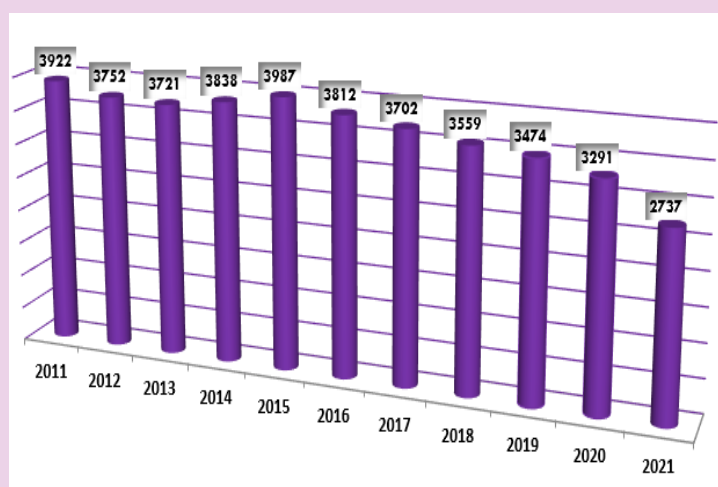
- 8, 17, 24 et 31 mars : MOBILISATIONS (cf. : les articles de la rubrique " l'action ")
- 21 au 24 mars : 42^{ème} Congrès fédéral extraordinaire à Louan
- 20 avril : PROCHAIN CONSEIL NATIONAL DE L'UFR

l'orga – le point...

FNI AU 10 FÉVRIER 2022

Deux mois sans qu'aucun FNI n'ait été collecté sur 2020 et toujours beaucoup de retard dans les cotisations 2021. Constat désolant, nous allons clôturer 2020 avec 183 FNI manquants ! Pour ce qui concerne l'année 2021, nous en étions, l'année dernière à la même date, à 3 007 FNI collectés, soit un retard désormais de 270 FNI.

NOUS AIMERIONS POUVOIR TENIR UN DISCOURS DIFFÉRENT, MAIS NOUS NE POUVONS, HÉLAS, QUE CONSTATER LA NÉCESSITÉ DE L'URGENCE À RATTRAPER RAPIDEMENT LE RETARD...



l'orga – le point...

COUP DE GUEULE !

NOUS DEVONS BANNIR DE NOTRE LANGAGE LES TERMES, LA RHÉTORIQUE ET LES ARGUMENTS DE NOS ADVERSAIRES : C'EST UNE DES BASES NÉCESSAIRES À UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ.

Non, non et non, nous ne sommes pas les « partenaires sociaux » du patronat : pour être partenaires, il faudrait pouvoir « partager » alors que les patrons que nous avons en face de nous, ne partagent pas le gâteau à parts égales : ils sont nos adversaires de classe, rien d'autre.

Et leurs mots ne sont pas les nôtres : rendement, productivité, collaborateurs (celui-ci n'existe d'ailleurs pas dans le Code du travail), compétitivité, etc., sont totalement étrangers et contraires à nos besoins et nécessités.

BANNISSONS-LES DE NOTRE VOCABULAIRE !